

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michael Finnerty, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature _____ Date 11 février 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue,

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Daniel Tétreault, CPA inc.
Amos, le 11 février 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	11 764 731	11 734 274	11 352 067
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 926 451	3 813 979	3 792 284
Quotes-parts	3			
Transferts	4	231 233	1 156 551	3 723 768
Services rendus	5	184 022	74 721	90 675
Imposition de droits	6	463 450	1 176 977	899 097
Amendes et pénalités	7	165 000	155 079	140 055
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	127 000	145 733	99 528
Autres revenus	10		1 878 404	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	16 861 887	20 135 718	20 097 474
Charges				
Administration générale	14	3 972 445	4 109 943	3 106 500
Sécurité publique	15	3 685 785	3 687 494	4 120 776
Transport	16	6 046 385	5 735 853	5 868 133
Hygiène du milieu	17	1 746 780	1 719 027	1 691 561
Santé et bien-être	18	96 331	97 097	94 101
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 064 029	1 121 769	1 106 236
Loisirs et culture	20	2 482 072	2 344 356	2 227 659
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	331 946	301 265	279 082
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	19 425 773	19 116 804	18 494 048
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 563 886)	1 018 914	1 603 426
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		26 272 309	24 668 883
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		26 272 309	24 668 883
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		27 291 223	26 272 309

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 424 073	6 979 161
Débiteurs (note 5)	2	4 494 411	3 289 400
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 918 484	10 268 561
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 381 277	2 660 661
Revenus reportés (note 12)	12	81 978	110 042
Dette à long terme (note 13)	13	14 519 649	12 217 915
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 419 283	1 302 829
Autres passifs (note 14)	15		
	16	18 402 187	16 291 447
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 483 703)	(6 022 886)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	33 774 926	32 295 195
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	33 774 926	32 295 195
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	27 291 223	26 272 309

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 563 886)	1 018 914	1 603 426
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	3 818 071)	1 586 386)
Produit de cession	3		1 875 000	
Amortissement	4		2 338 340	2 308 711
(Gain) perte sur cession	5		(1 875 000)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 479 731)	722 325
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			
	13			
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 563 886)	(460 817)	2 325 751
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(6 022 886)	(8 348 637)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(6 022 886)	(8 348 637)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(6 483 703)	(6 022 886)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 018 914	1 603 426
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 338 340	2 308 711
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	3 357 254	3 912 137
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 205 011)	(273 567)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(279 384)	438 467
Revenus reportés	9	(28 064)	(25 805)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	116 454	69 401
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	1 961 249	4 120 633
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(3 818 071)	(1 586 386)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(3 818 071)	(1 586 386)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 176 000	4 000 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(820 700)	(721 400)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(53 566)	(18 540)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	2 301 734	3 260 060
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	444 912	5 794 307
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	6 979 161	1 184 854
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	6 979 161	1 184 854
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	7 424 073	6 979 161

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue est un organisme municipal créé le 1 janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003, chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1, 16-2 et 16-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

S/O

b) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Catégories

Taux/période

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Infrastructures	5, 10, 15, 20, 25, 30, 35 et 40
ans	
Bâtiments	10, 20, 25 et 40 ans
Véhicules	5, 7, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3, 5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 10 et 20 ans
Améliorations locatives	10 ans

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : DMERCA.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	7 424 073	6 979 161
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	7 424 073	6 979 161
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	915 989	809 630
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	3 197 076	2 250 518
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	294 854	71 894
Organismes municipaux	15	11 045	14 885
Autres			
▪	16	75 447	142 473
▪	17		
	18	4 494 411	3 289 400
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	622 943	660 137
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	622 943	660 137
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(1 419 283)	(1 302 829)
	37	(1 419 283)	(1 302 829)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	119 577	72 358
Régimes à cotisations déterminées	40	209 143	186 051
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	24 131	27 374
	43	352 851	285 783

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	830 174	1 200 205
Salaires et avantages sociaux	48	658 212	710 885
Dépôts et retenues de garantie	49	648 737	305 405
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪	51	192 481	368 855
▪	52	51 673	50 311
▪	53		25 000
▪	54		
▪	55		
	56	2 381 277	2 660 661

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	12 199	8 453
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	69 779	101 589
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪	69		
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	81 978	110 042

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	2,50	2024	2043	77	14 644 000	12 288 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	14 644 000	12 288 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(124 351)	(70 785)
					87	14 519 649	12 217 915

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		1 001 100			1 001 100
2023	89		1 020 400			1 020 400
2024	90		1 041 000			1 041 000
2025	91		986 400			986 400
2026	92		972 800			972 800
2027 et plus	93		9 622 300			9 622 300
	94		14 644 000			14 644 000
Intérêts et frais accessoires	95					
	96		14 644 000			14 644 000

Note**14. Autres passifs**

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	7 801 732			7 801 732
Eaux usées	105	5 472 023			5 472 023
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	31 395 947	3 488 216		34 884 163
Autres					
▪	107	10 643 259	7 433		10 650 692
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	5 272 742			5 272 742
Améliorations locatives	111	37 023			37 023
Véhicules	112	2 395 173	322 422		2 717 595
Ameublement et équipement de bureau	113	378 425			378 425
Machinerie, outillage et équipement divers	114	1 181 828			1 181 828
Terrains	115	955 012			955 012
Autres	116	826 409			826 409
	117	66 359 573	3 818 071		70 177 644
Immobilisations en cours	118				
	119	66 359 573	3 818 071		70 177 644
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	4 315 596	197 303		4 512 899
Eaux usées	121	2 798 825	113 845		2 912 670
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	14 937 951	1 056 551		15 994 502
Autres					
▪	123	6 054 271	536 219		6 590 490
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	2 349 973	219 936		2 569 909
Améliorations locatives	127	37 023			37 023
Véhicules	128	1 479 058	169 781		1 648 839
Ameublement et équipement de bureau	129	378 425			378 425
Machinerie, outillage et équipement divers	130	913 332	32 027		945 359
Autres	131	799 924	12 678		812 602
	132	34 064 378	2 338 340		36 402 718
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	32 295 195			33 774 926
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪	154	
▪	155	
▪	156	
Autres		
▪	157	
▪	158	
	159	

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 1 515 135 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

:

2022	\$ 771 024
2023	\$ 341 029
2024	\$ 341 029
2025	\$ 51 792
2026+	\$ 10 261

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
	160		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

S/O

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	11 764 731	11 734 274		11 734 274	11 352 067
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 926 451	3 813 979		3 813 979	3 792 284
Quotes-parts	3					
Transferts	4	231 233	225 199		225 199	2 587 660
Services rendus	5	184 022	74 721		74 721	90 675
Imposition de droits	6	463 450	1 176 977		1 176 977	899 097
Amendes et pénalités	7	165 000	155 079		155 079	140 055
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	127 000	145 733		145 733	99 528
Autres revenus	10		1 878 404		1 878 404	
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	16 861 887	19 204 366		19 204 366	18 961 366
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		931 352		931 352	1 136 108
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		931 352		931 352	1 136 108
	22	16 861 887	20 135 718		20 135 718	20 097 474
Charges						
Administration générale	23	3 772 445	3 991 789	118 154	4 109 943	3 106 500
Sécurité publique	24	3 685 784	3 665 637	21 857	3 687 494	4 120 776
Transport	25	4 546 386	4 010 823	1 725 030	5 735 853	5 868 133
Hygiène du milieu	26	1 246 780	1 433 682	285 345	1 719 027	1 691 561
Santé et bien-être	27	96 331	97 097		97 097	94 101
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 064 029	1 121 769		1 121 769	1 106 236
Loisirs et culture	29	2 382 072	2 156 402	187 954	2 344 356	2 227 659
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	331 946	301 265		301 265	279 082
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 300 000	2 338 340	(2 338 340)		
	34	19 425 773	19 116 804		19 116 804	18 494 048
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(2 563 886)	1 018 914		1 018 914	1 603 426

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 563 886)	1 018 914	1 603 426
Moins : revenus d'investissement	2	()	(931 352)	(1 136 108)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 563 886)	87 562	467 318
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	2 300 000	2 338 340	2 308 711
Produit de cession	5		1 875 000	
(Gain) perte sur cession	6		(1 875 000)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 300 000	2 338 340	2 308 711
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(799 700)	(783 506)	(582 064)
	18	(799 700)	(783 506)	(582 064)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	(43 424)	(30 201)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	495 497	676 618	48 666
Excédent de fonctionnement affecté	21	993 382	1 116 243	595 244
Réserves financières et fonds réservés	22	(344 293)	(344 424)	(446 781)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(81 000)		(84 183)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	1 063 586	1 405 013	82 745
	26	2 563 886	2 959 847	1 809 392
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		3 047 409	2 276 710

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	931 352	1 136 108
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	)	( 88 831)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	3 818 071	(1 497 555)
Hygiène du milieu	5 ())
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 ())
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	3 818 071	(1 586 386)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 176 000	4 000 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	43 424	30 201
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	90 962	
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	201 500	360 918
	19	335 886	391 119
	20	(306 185)	2 804 733
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	625 167	3 940 841

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	3 538 251	3 292 657	3 021 406
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	875 316	792 863	753 655
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	4 580 748	4 561 720	4 664 277
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	325 113	274 992	245 322
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 833	6 833	9 760
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		19 440	24 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	7 671 212	7 696 051	7 375 842
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	2 300 000	2 338 340	2 308 711
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21	128 300	133 908	91 075
▪	22			
▪	23			
	24	19 425 773	19 116 804	18 494 048

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 269 441	4 724 457
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 286 124	2 294 367
Réserves financières et fonds réservés	3	1 532 844	1 389 918
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	(373 157)
Financement des investissements en cours	5	(2 551 055)	(3 176 222)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	19 753 869	20 666 632
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	27 291 223	26 272 309
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 269 441	4 724 457
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	5 269 441	4 724 457
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	12		
▪ Hôpital	13	3 049 874	1 973 117
▪ Travaux reportés	14	233 000	318 000
▪ Stationnement	15	3 250	3 250
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	3 286 124	2 294 367
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	3 286 124	2 294 367

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	1 388 992
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 246 066
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	143 852
Organismes contrôlés et partenariats	42	143 852
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	1 532 844
	48	1 389 918
	48	1 532 844
	48	1 389 918

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)( (373 157))
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
	55 (	)( (373 157))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres		
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 (	)( (373 157))
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪	73 ()(
▪	74 ()(
	75 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 (	)( (373 157))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83	
Investissements à financer	84 (2 551 055)	(3 176 222)
	85	(2 551 055) (3 176 222)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	33 774 926 32 295 195
Propriétés destinées à la revente	87	
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91	33 774 926 32 295 195
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93	33 774 926 32 295 195
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (14 519 649)	(12 217 915)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (124 351)	(70 785)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	622 943 660 137
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (14 021 057)	(11 628 563)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (14 021 057)	(11 628 563)
	102	19 753 869 20 666 632

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
 À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Le régime est un régime d'assurances collectives à prestations déterminées offrant des protections d'assurance-vie et de mort et mutilation accidentelle (MMA) à tous les employés de la Ville à compter de leur retraite. Les protections ainsi que les montants d'assurance sont déterminés en fonction de la date de retraite et l'âge atteint du retraité conformément au tableau ci-dessous.

	Protections -----	Montant -----
Retraite avant le 1 juillet 1996	Vie	4 000\$
Retraite du 1er juillet 1996 au 31 août 1998		
Vie et MMA 100% du salaire avec réduction de 50% à 65 ans et d'un autre 50% du montant restant à 70 ans		
Retraite du 1er septembre 1998 au 31 décembre 2005		
Protection individuelle à la retraite	Vie et MMA	50% du salaire avec réduction de 50% à 70 ans
Protection familiale à la retraite	Vie et MMA	100% du salaire avec réduction de 50% à 70 ans
Retraite à compter du 1er janvier 2006	Vie	100% du salaire

Les primes exigibles à l'égard de ces protections sont entièrement assumées par la Ville.

Date de la plus récente évaluation actuarielle - Janvier 2018

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 302 829)	(1 233 428)
Charge de l'exercice	56 (119 577)	(72 358)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 3 123	2 957
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 419 283)	(1 302 829)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 201 770)	(1 105 020)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 201 770)	(1 105 020)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (217 513)	(197 809)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice		
avant la provision pour moins-value	63 (1 419 283)	(1 302 829)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 419 283)	(1 302 829)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 104 107	73 538
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 104 107	73 538
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 104 107	73 538
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (3 970)	(25 180)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 100 137	48 358
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 19 440	24 000
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 19 440	24 000
Charge de l'exercice	87 119 577	72 358

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	9 13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	1,40 % 2,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	3,00 % 3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. Les cotisations des employés cadres correspondent à 9% du salaire versé, celles des employés cols blancs représentent 5,5% du salaire versé alors que celles des employés cols bleus correspondent à 8.5% (1 Novembre 2020) du salaire versé. Les contributions de la ville correspondent à celles des employés.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 107		
Régime de retraite par financement salarial 108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 109		
Régime de retraite à prestations cibles 110		
Autres régimes 111	209 143	186 051
112	209 143	186 051

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 114		
Régime de retraite simplifié 115		
REER 116		
Autres régimes 117		
118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 119	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	5 545	6 488
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	18 685	21 863
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	5 446	5 511
	123	24 131	27 374
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	11 363 906	11 316 891	10 929 700
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	11 363 906	11 316 891	10 929 700
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	394 000	410 558	415 654
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20	6 825	6 825	6 713
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	400 825	417 383	422 367
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	400 825	417 383	422 367
	29	11 764 731	11 734 274	11 352 067

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	476 216	476 223	469 179
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	476 216	476 223	469 179
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	1 015 619	983 502	968 881
Cégeps et universités	36	2 175 263	2 102 333	2 110 891
Écoles primaires et secondaires	37	139 466	132 253	125 435
	38	3 330 348	3 218 088	3 205 207
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	3 806 564	3 694 311	3 674 386
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	119 887	119 668	117 898
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	119 887	119 668	117 898
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	3 926 451	3 813 979	3 792 284

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			495 997
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			7 969
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	41 800	38 584	36 322
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71			
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	35 000	51 900	44 033
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			18 616

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			1 824 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	30 000		34 676
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	28 433	27 712	25 333
Autres	91			
Réseau d'électricité				
	92			
	93	135 233	118 196	2 486 946

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99	931 352	1 136 108
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110		
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128		
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
Réseau d'électricité	131		
	132	931 352	1 136 108

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	46 000	67 281	57 552
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141	50 000	39 722	43 162
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144	96 000	107 003	100 714
TOTAL DES TRANSFERTS	145	231 233	1 156 551	3 723 768

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	146		
Évaluation	147		
Autres	148		
	149		
Sécurité publique			
Police	150		
Sécurité incendie	151		
Sécurité civile	152		
Autres	153		
	154		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	155		
Enlèvement de la neige	156	10 192	9 840
Autres	157		
Transport collectif	158		
Autres	159		
	160	10 192	9 840
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		
Réseau de distribution de l'eau potable	162		
Traitement des eaux usées	163		
Réseaux d'égout	164		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	165		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	166		
Tri et conditionnement	167		
Autres	168		
Autres	169		
Cours d'eau	170		
Protection de l'environnement	171		
Autres	172		
	173		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	10 192	9 840	9 743

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	20 053	34 400	60 913
	191	20 053	34 400	60 913
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	9 600	10 347	9 927
	216	9 600	10 347	9 927

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	1 500		3 020
	225	1 500		3 020
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	135 292	14 530	3 703
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	7 385	5 604	3 369
Autres	228			
	229	142 677	20 134	7 072
Réseau d'électricité				
	230			
	231	173 830	64 881	80 932
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	184 022	74 721	90 675

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	76 950	90 981	72 711
Droits de mutation immobilière	234	386 500	1 085 996	826 386
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	463 450	1 176 977	899 097
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	165 000	155 079	140 055
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	127 000	145 733	99 528
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		1 875 000	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250		3 404	
	251		1 878 404	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	233 009	222 782		222 782	217 810
	Greffe et application de la loi	2	429 188	403 419		403 419	258 642
	Gestion financière et administrative	3	1 174 151	1 408 503	56 145	1 464 648	1 623 621
	Évaluation	4	62 183	62 382		62 382	59 754
	Gestion du personnel	5					
	Autres						
	▪ 190 / Q/P	6	1 873 914	1 894 703	62 009	1 956 712	946 673
	▪	7					
		8	3 772 445	3 991 789	118 154	4 109 943	3 106 500
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	2 028 339	2 034 827		2 034 827	2 304 068
	Sécurité incendie	10	1 117 808	1 121 382		1 121 382	1 273 319
	Sécurité civile	11	5 182	5 198	21 857	27 055	22 394
	Autres	12	534 455	504 230		504 230	520 995
		13	3 685 784	3 665 637	21 857	3 687 494	4 120 776
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	1 904 117	1 338 761	1 707 562	3 046 323	2 972 598
	Enlèvement de la neige	15	505 955	522 208	9 896	532 104	565 417
	Éclairage des rues	16	153 498	141 655	3 282	144 937	134 696
	Circulation et stationnement	17	80 323	99 621	4 290	103 911	84 130
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	1 902 493	1 908 578		1 908 578	2 111 292
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21					
		22	4 546 386	4 010 823	1 725 030	5 735 853	5 868 133

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	331 576	365 028		365 028	331 024
Réseau de distribution de l'eau potable	24	355 167	395 598	166 987	562 585	609 874
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	149 723	140 000	113 845	253 845	274 332
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	164 332	314 472	1 108	315 580	238 304
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	177 041	168 479	3 405	171 884	190 193
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	59 700	41 702		41 702	41 702
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34	9 241	8 403		8 403	6 132
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 246 780	1 433 682	285 345	1 719 027	1 691 561
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	96 331	97 097		97 097	94 101
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	96 331	97 097		97 097	94 101

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	693 700	777 279		777 279	846 930
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	300 000	264 963		264 963	211 847
Tourisme	49	70 329	79 527		79 527	47 459
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 064 029	1 121 769		1 121 769	1 106 236
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	313 300	121 991	25 241	147 232	156 367
Patinoires intérieures et extérieures	54	68 552	130 621		130 621	120 129
Piscines, plages et ports de plaisance	55	194 510	152 147	4 705	156 852	166 576
Parcs et terrains de jeux	56	440 112	651 584	149 461	801 045	790 353
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	122 226	107 654		107 654	62 486
Autres	59	558 522	340 324	8 547	348 871	328 838
	60	1 697 222	1 504 321	187 954	1 692 275	1 624 749
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	396 145	362 452		362 452	325 483
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	288 705	289 629		289 629	277 427
	66	684 850	652 081		652 081	602 910
	67	2 382 072	2 156 402	187 954	2 344 356	2 227 659

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	283 284	271 415		271 415	251 503
Autres frais	70	48 662	10 410		10 410	3 579
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		19 440		19 440	24 000
Autres	72					
	73	331 946	301 265		301 265	279 082
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	2 300 000	2 338 340 (	2 338 340)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		54 405
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	28 466	210 975
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 459 750	968 986
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	7 433	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		(8 898)
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	322 422	272 087
Ameublement et équipement de bureau	18		88 831
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	3 818 071	1 586 386

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		54 405
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	28 466	210 975
Autres infrastructures	27	3 467 183	968 986
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	322 422	352 020
	34	3 818 071	1 586 386

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	11 628 563	3 176 000	783 506	14 021 057
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 628 563	3 176 000	783 506	14 021 057
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	660 137		37 194	622 943
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	660 137		37 194	622 943
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	660 137		37 194	622 943
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	16				
	17	660 137		37 194	622 943
	18	12 288 700	3 176 000	820 700	14 644 000
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	12 288 700	3 176 000	820 700	14 644 000

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	14 644 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 551 055
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	622 943
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	16 572 112
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	
Endettement net à long terme	16	16 572 112
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	54 800
Autres organismes	19	809 777
Endettement total net à long terme	20	17 436 689
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	12 804 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	12 804 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	30 240 689
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	62 183	62 382	59 754
Autres	3	1 459 067	1 463 444	563 889
Sécurité publique				
Police	4	2 028 340	2 034 826	2 304 068
Sécurité incendie	5	1 117 808	1 121 382	1 273 319
Sécurité civile	6	5 182	5 198	4 979
Autres	7	39 234	39 360	43 392
Transport				
Réseau routier	8	27 390	27 478	23 475
Transport collectif	9	1 850 675	1 856 593	2 045 847
Autres	10	24 429	24 507	41 970
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	251 692	252 497	265 334
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	7 403	7 426	10 670
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	81 526	82 244	81 297
Autres	17	14 805	14 853	12 804
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	12 585	12 625	12 093
Rénovation urbaine	19	17 766	17 823	21 341
Promotion et développement économique	20	257 316	258 279	194 758
Autres	21	6 662	6 684	6 402
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	118 443	118 822	133 023
Activités culturelles	23	288 706	289 628	277 427
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 671 212	7 696 051	7 375 842

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 818 071	1 586 386
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 818 071	1 586 386

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	11,00	35,00	20 110,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	35,00	1 820,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	18,00	35,00	31 521,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	16,00	36,00	33 952,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	46,00		87 403,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			159 582	54 519	214 101
	10	53,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	225 199	931 352			1 156 551
	17	225 199	931 352			1 156 551

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	29 850	27 579
	4	29 850	27 579
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	271 415	251 503
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	271 415	251 503
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	301 265	279 082

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Paola Hawa	Maire	35 515	17 401	18 305	
Dana Chevalier	Conseiller	9 339	4 669		
Francis Juneau	Conseiller	9 370	4 685		
Ryan Young	Conseiller	11 853	5 926		
Jean-Pierre Cardinal	Conseiller	1 381	691		
Daniel Boyer	Conseiller	2 482	1 241		
Yvan Labelle	Conseiller	11 853	5 926		
Denis Gignac	Conseiller	11 853	5 926		
Thomas Broad	Conseiller	11 853	5 926		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 3 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 1 085 996 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 02-030-17
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2017-02-13
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 520
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | |
|--|----------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 <u>622 942 \$</u> |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 _____ \$ |
| Ministère des Transports | 80 _____ \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 _____ \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 _____ \$ |
| | 83 <u>622 942 \$</u> |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue,

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l' « état »).

À mon avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du tableau » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit du tableau au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquiert une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville ;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de notre audit.

Daniel Tétreault, CPA inc.
Amos, le 11 février 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	11 734 274
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 865 483
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	7 868 791

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	826 947 105
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	843 737 505
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	835 342 305

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,9420 / 100 \$
--	-----------	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>
	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.			
9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	12 079 690
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	12 079 690

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	440 000
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	
Service de la dette	20	
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	440 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	440 000
	29	12 519 690

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	504 078
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	504 078

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 143 474
Cégeps et universités	7	2 443 984
Écoles primaires et secondaires	8	154 332
	9	3 741 790

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	4 245 868

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	126 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	126 900

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 372 768

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	592 947 854	x 0,8917 /100 \$	5 287 316				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	53 536 024	x 0,8901 /100 \$	476 524				
Immeubles non résidentiels	4	157 299 727	x 3,4928 /100 \$	5 494 165				
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	39 953 900	x 1,7834 /100 \$	712 538				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9		x /100 \$					
Total	10			11 970 543	()	()	109 147	12 079 690
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>20,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>\$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Tarification de l'eau au compteur	0,6500	7 - autres (préciser)	m3 jusqu'à 100m3
Tarification de l'eau au compteur	0,7500	7 - autres (préciser)	exc de100 jusqu'à 200m3
Tarification de l'eau au compteur	0,8500	7 - autres (préciser)	exc de200 jusqu'à 300m3
Tarification de l'eau au compteur	1,0000	7 - autres (préciser)	excédent de 300m3

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	5 494 165			712 538	476 524	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	60 000				25 000	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	5 554 165			712 538	501 524	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	4 996 463		400 000	12 079 690
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	355 000			440 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	5 351 463		400 000	12 519 690

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	_____	\$
2022	22	_____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	_____	\$
2022	24	_____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input type="checkbox"/>	32 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33	_____	\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	_____ 2022-01-26
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	_____ 20 985 985 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	_____ 1 001 100 \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	_____ 306 947 \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	_____ \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Michael Finnerty, atteste que le rapport financier de Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 11 avril 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-01 10:45:14

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	16 861 887	19 204 366	18 961 366
Investissement	2		931 352	1 136 108
	3	16 861 887	20 135 718	20 097 474
Charges	4	19 425 773	19 116 804	18 494 048
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(2 563 886)	1 018 914	1 603 426
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 931 352)	(1 136 108)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(2 563 886)	87 562	467 318
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 300 000	2 338 340	2 308 711
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	799 700)	(783 506)	(582 064)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 43 424)	(30 201)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 063 586	1 448 437	112 946
Autres éléments de conciliation	13			
	14	2 563 886	2 959 847	1 809 392
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		3 047 409	2 276 710

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	7 424 073	6 979 161
Débiteurs	2	4 494 411	3 289 400
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	11 918 484	10 268 561
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	14 519 649	12 217 915
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	1 419 283	1 302 829
Autres	9	2 463 255	2 770 703
	10	18 402 187	16 291 447
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(6 483 703)	(6 022 886)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	33 774 926	32 295 195
Autres	13		
	14	33 774 926	32 295 195
Excédent (déficit) accumulé	15	27 291 223	26 272 309

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	5 269 441	4 724 457
Excédent de fonctionnement affecté			
▪	17		
▪ Hôpital	18	3 049 874	1 973 117
▪ Travaux reportés	19	233 000	318 000
▪ Stationnement	20	3 250	3 250
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	3 286 124	2 294 367
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	1 532 844	1 389 918
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	()	(373 157)
Financement des investissements en cours	30	(2 551 055)	(3 176 222)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	19 753 869	20 666 632
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	27 291 223	26 272 309

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	16 572 112
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	30 240 689

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	14 021 057	11 628 563
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	622 943	660 137
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	14 644 000	12 288 700

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	11 764 731	11 734 274	11 352 067
Compensations tenant lieu de taxes	12	3 926 451	3 813 979	3 792 284
Quotes-parts	13			
Transferts	14	231 233	225 199	2 587 660
Services rendus	15	184 022	74 721	90 675
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	628 450	1 332 056	1 039 152
Autres	17	127 000	2 024 137	99 528
	18	16 861 887	19 204 366	18 961 366
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		931 352	1 136 108
Autres	22			
	23		931 352	1 136 108
	24	16 861 887	20 135 718	20 097 474

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	3 772 445	3 991 789	118 154	4 109 943	3 106 500
Sécurité publique						
Police	2	2 028 339	2 034 827		2 034 827	2 304 068
Sécurité incendie	3	1 117 808	1 121 382		1 121 382	1 273 319
Autres	4	539 637	509 428	21 857	531 285	543 389
Transport						
Réseau routier	5	2 643 893	2 102 245	1 725 030	3 827 275	3 756 841
Transport collectif	6	1 902 493	1 908 578		1 908 578	2 111 292
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	836 466	900 626	280 832	1 181 458	1 215 230
Matières résiduelles	9	410 314	533 056	4 513	537 569	476 331
Autres	10					
Santé et bien-être	11	96 331	97 097		97 097	94 101
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	693 700	777 279		777 279	846 930
Promotion et développement économique	13	370 329	344 490		344 490	259 306
Autres	14					
Loisirs et culture	15	2 382 072	2 156 402	187 954	2 344 356	2 227 659
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	331 946	301 265		301 265	279 082
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	17 125 773	16 778 464	2 338 340	19 116 804	18 494 048
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 300 000	2 338 340 (	2 338 340)		
	21	19 425 773	19 116 804		19 116 804	18 494 048

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	931 352	1 136 108
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 818 071)	(1 586 386)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()	()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 176 000	4 000 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	43 424	30 201
Excédent accumulé	6	292 462	360 918
	7	(306 185)	2 804 733
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	625 167	3 940 841

Extrait du rapport financier, page S18